LA POSSIBILITÉ D'UNE PROTESTATION OFFICIELLE AU SUJET DE LA REPRISE DES ESSAIS NUCLÉAIRES PAR LA FRANCE

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse elle aussi au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le 26 mai je demandais au premier ministre suppléant si le gouvernement canadien avait l'intention de protester auprès du gouvernement français contre la reprise par ce dernier des essais nucléaires. Le premier ministre suppléant a répondu qu'il allait se renseigner. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il dire à la Chambre si le gouvernement va présenter une protestation au gouvernement français contre la reprise des expériences nucléaires?

L'hon. Allan J. MacEachen (Secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, à la récente conférence des puissances signataires du traité de non-prolifération des armes nucléaires, réunies à Genève, le gouvernement canadien a exposé sa position sur toutes les formes d'essais nucléaires. A ce jour, il n'a pas présenté directement au gouvernement français de protestation dans le sens indiqué.

M. Gillies: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le gouvernement canadien estime-t-il que la reprise des essais nucléaires ne mérite pas une protestation de sa part?

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, la position du gouvernement du Canada là-dessus a été exposée à plusieurs reprises, et encore tout récemment à la conférence de Genève. Telle est la position du gouvernement et elle a effectivement une très grande importance.

## LES ANCIENS COMBATTANTS

LES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ AU SUJET DE LA RÉNOVATION DE LOGEMENTS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires des anciens combattants. Comme le comité permanent des affaires des anciens combattants a recommandé à l'unanimité que le ministre ajoute des projets de rénovation au programme de logement pour les anciens combattants annoncé récemment, le ministre a-t-il pris une décision à cet égard après avoir consulté ses collègues et, dans l'affirmative, quelle décision a-t-il prise?

L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, comme le député le sait, le programme de logement pour les anciens combattants vient tout juste d'être annoncé. Nous croyons qu'il profitera aux groupes qui en ont demandé la création et aux anciens combattants eux-mêmes. Comme je l'ai dit au comité, j'étudierai les demandes que les députés lui ont faites le plus tôt possible.

• (1450)

M. Marshall: Comme de nombreux anciens combattants ne pourront profiter de l'article sur la rénovation dans la loi nationale sur l'habitation pour entretenir ou améliorer leur maison, parce qu'ils vivent en dehors des régions que les provinces désigneront, le ministre examinera-t-il sérieusement la question, afin que des milliers d'anciens combattants à revenus fixes qui ne peuvent se permettre

Questions orales

d'entretenir raisonnablement leur maison puissent profiter de cette disposition?

M. MacDonald (Cardigan): Monsieur l'Orateur, ma réponse est oui. Nous étudierons sûrement leur cas.

## LES TRANSPORTS

DEMANDE D'EXPÉDITION DES GRAINS PAR CHURCHILL AU LIEU DE MONTRÉAL

M. Dan McKenzie (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Étant donné les problèmes ouvriers persistants dans le port de Montréal, le ministre prendra-t-il les mesures nécessaires pour diriger les expéditions de céréales vers le port de Churchill où il y a rarement des grèves, afin que ces expéditions ne soient pas constamment retardées?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Je crois que ce sont les armateurs qui décident quels ports ils utiliseront.

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA PARTICIPATION DU CANADA AU PROGRAMME MONDIAL DE PROTECTION DES BALEINES

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Vu que 15,000 Canadiens ont montré qu'ils soutiennent la Fondation Green Peace en assistant le mois dernier au lancement de la dernière génération de navires Green Peace, cérémonie qui s'est déroulée dans ma circonscription; que le but du voyage du Green Peace est de protester contre la quasi-disparition des baleines et que le Canada prétend avoir fait tout ce qu'il a le pouvoir de faire sur le plan intérieur pour préserver la population baleinière, puis-je demander au ministre quelle initiative compte prendre le gouvernement sur le plan mondial pour empêcher que les autres pays viennent chasser les baleines dans nos eaux afin que celles-ci aient la chance de se reproduire?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je prends bonne note de la question du député. Toutefois, je tiens à l'informer que le Canada a associé ses efforts à ceux du monde entier en vue de protéger toutes les espèces de baleines et nous nous sommes engagés, sur le plan international, à poursuivre cette ligne de conduite qui va dans le sens de la démarche du député.

## LA SOCIÉTÉ POUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS

DEMANDE DE RAPPORT SUR L'INTERVENTION POUR L'ABROGATION DE TOUT BOYCOTTAGE À L'ENDROIT D'ISRAËL

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il a dit le 8 mai que le conseil d'administration de la Société pour l'expansion des exportations devait se réunir la semaine suivante pour examiner ses rapports